Ebisu

Études japonaises

52 | 2015

Patrimonialisation et identités en Asie orientale

Un musée des désastres à Fukushima

福島の震災ミュージアム

A Disaster Museum in Fukushima

Yoshio Kikuchi et Laurent Nespoulous

Traducteur : Jennifer Hasae

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1597>

DOI : 10.4000/ebisu.1597

ISSN : 2189-1893

Éditeur :

Institut français de recherche sur le Japon (UMIFRE 19 MAEE-CNRS), Maison franco-japonaise

Édition imprimée

Pagination : 47-88

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Yoshio Kikuchi et Laurent Nespoulous, « Un musée des désastres à Fukushima », *Ebisu* [En ligne], 52 | 2015, mis en ligne le 20 septembre 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1597> ; DOI : 10.4000/ebisu.1597

Un musée des désastres à Fukushima

KIKUCHI Yoshio,
introduction par Laurent NESPOULOUS

福島の震災ミュージアム

菊地芳朗

序論：ロラン・ネスプルス

A Disaster Museum in Fukushima

KIKUCHI Yoshio,
introduction by Laurent NESPOULOUS

▼ **Mots-clés** : Séisme du 11 mars 2011, catastrophe nucléaire de Fukushima Daiichi, côte pacifique du département de Fukushima, sauvetage du patrimoine, Musée des désastres.

L'auteur : Kikuchi Yoshio est professeur à l'université de Fukushima. Il est proto-historien, spécialiste de la période Kofun. Il dirige des fouilles dans le Nord-Est de l'archipel dans l'objectif de renouveler l'approche de la formation de l'État au Japon par l'une de ses marges.

Laurent Nespoulous est docteur en archéologie, maître de conférences à l'Inalco (Paris).

Résumé : Le « Musée des désastres » proposé par Kikuchi Yoshio prendrait en charge, dans leur globalité, sauvegarde

et mise en valeur des biens culturels touchés par les conséquences du séisme du 11 mars 2011 et de la catastrophe nucléaire. Construit d'autour des documents à la valeur historique, culturelle ou naturelle reconnue, extraits des secteurs côtiers du département de Fukushima, ce musée aurait pour fonction d'en planifier la gestion. Il remplirait également le rôle de la centralisation de l'information relative aux deux désastres, afin d'en assurer la bonne et durable diffusion à l'échelon national et international. Kikuchi Yoshio appelle donc au plus tôt à la réalisation d'un tel établissement, à la faveur d'une coordination entre les acteurs nationaux, locaux, la communauté scientifique et les institutions internationales compétentes.

▼ キーワード

東日本大震災、東京電力福島第一原子力発電所爆発事故、福島県沿岸地域、全住民避難、文化財レスキュー、震災ミュージアム

著者

菊地芳朗は福島大学教授。おもに日本の古墳時代研究を専門とする。日本の東北地方の古墳時代を対象に考古学的調査研究活動をし、日本の国家形成過程に新たな視点を与えることを目指している。

ロラン・ネスブルスは考古学博士、フランス国立東洋言語文化大学（イナルコ）准教授。専門は日本原史・古代史。

要旨

菊地芳朗が提案した「震災ミュージアム」は、2011年3月に発生した東日本大震災後の福島第一原発の事故によって被災した文化財の総合的な保全と活用を行う。震災ミュージアムは、全住民が避難した福島県沿岸地域における歴史的、文化的、自然史的価値をもつ資料を中心に展示し、文化財管理を図る。このミュージアムは、国家あるいは世界レベルでの正しく持続性のある情報発信を保証するために、東日本大震災と原発事故という二つの災害に関する文化財情報の集約と世界発信を担っていくだろう。国、自治体、学界、世界の関係機関と連携協力しつつ、できるだけ早く震災ミュージアムの設置を目指し、活動していきたい。

▼ **Keywords:** Earthquake of 11 March 2011, Fukushima Daiichi Nuclear Disaster, Pacific coast of Fukushima Prefecture, Rescuing Heritage, Disaster Museum

The Author: Kikuchi Yoshio is a full professor at Fukushima University and a protohistorian specialising in the Kofun period. He leads excavations in north-eastern Japan with a view to providing a new perspective on the formation of the Japanese Nation-State.

Laurent Nespoulous, Ph.D. in Archaeology, is an associate professor of Ancient Japanese History and Archaeology at Inalco (Paris)

Abstract: The “Earthquake Disaster Mu-

seum” proposed by Kikuchi Yoshio would undertake all aspects of the safeguarding and promotion of cultural properties affected by the earthquake of 11 March 2011 and the ensuing nuclear disaster. Focused on materials salvaged from the Fukushima coastline with a recognised historical, cultural or natural value, the museum would be responsible for managing their preservation. Additionally, it would act as a centre for collecting information relating to the two disasters and ensure its efficient and long-lasting dissemination at a national and international level. Kikuchi Yoshio therefore urge the prompt creation of such an establishment through the joint efforts of national and local parties, the scientific community and relevant international institutions.

Un musée des désastres à Fukushima

KIKUCHI Yoshio 菊地芳朗*

Introduction par Laurent NESPOULOUS**

Pour une autre transmission et une autre protection du patrimoine ? (L. Nespoulous)

Il y a quatre ans, le 11 mars 2011, l'horloge au fronton du bâtiment public Marine House Futaba de la plage de Futaba 双葉, petite localité d'environ 6 500 habitants, voisine de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, s'arrêtait à 15 h 35. Depuis, ses aiguilles, têtues, marquent toujours la même heure. Cette plage, ourlée d'une pinède qui la séparait de l'intérieur des terres, figurait sur la liste des cent plus beaux lieux de plaisance côtiers du ministère de l'Environnement. Aujourd'hui, elle est située en grande partie, pour cause de radioactivité, dans la zone d'exclusion totale (zone rouge)¹.

* Kikuchi Yoshio, université de Fukushima 福島大学. La présente contribution est une version adaptée des communications faites au colloque « Redonner vie à Fukushima et prendre en compte son patrimoine historique et culturel » (*Fukushima saisei to rekishi, bunka isan* ふくしま再生と歴史・文化遺産), le 3 mars 2013 (Kikuchi 2013), et au colloque « Archéologie, patrimoine et identité en France et au Japon » organisé les 1^{er} et 2 novembre 2014 à la Maison franco-japonaise.

** Laurent Nespoulous, Inalco, Umifre 19 MFJ (MAEDI/CNRS).

1. Outre les sources signalées et les travaux réalisés par nos différents collègues japonais (dont Okamura Katsuyuki 岡村勝行 du laboratoire de recherche sur les biens culturels d'Osaka, Ōsaka-shi bunkazai kenkyūjo 大阪市文化財研究所, et Kikuchi Yoshio

Fig. 1a & 1b

Le bâtiment Marine House Futaba, sa pinède et sa digue dévastées. La digue qui protégeait la côte de Futaba a été détruite par le tsunami et n'a pas fait l'objet de travaux depuis lors (photos L. Nespoulous, octobre 2013, zone rouge).

Le Marine House Futaba est le seul bâtiment du front de mer à ne pas avoir été complètement balayé par la lame de fond qui a suivi le tremblement de terre. Les arbres alentour sont tout ce qui reste de la pinède : tous les autres ont été emportés ou finissent de périr sous l'effet de la dégradation des sols causée par la pression du tsunami et par le sel marin déposé. Ce qui reste des digues ravagées qui leur font face témoigne de la puissance de la masse d'eau déplacée (fig. 1, 2).

La chronologie et la nature des événements sont bien connues, mais il convient de les rappeler, ne serait-ce que brièvement. Le séisme, survenu à 14 h 46, au fond de l'océan à 70 kilomètres à l'est de la ville de Sendai, s'est manifesté par des secousses d'une magnitude (Mw) de 9, les plus violentes jamais enregistrées au Japon en leur épicerie. Ce tremblement de terre (baptisé Grand Séisme de l'Est du Japon *Higashi Nihon daishinsai* 東日本大震災) fut ainsi ressenti sur un périmètre de 500 kilomètres du nord au sud et de 200 kilomètres d'est en ouest, soit sur une superficie de 100 000 kilomètres carrés. Les départements de Fukushima, Ibaraki, Miyagi et Tochigi s'en trouvèrent agités par des secousses d'une magnitude de 7 et au-delà. Trente minutes plus tard, un raz-de-marée commençait à engloutir la côte nord-est de l'Archipel, balayant tout sur son passage, avant de s'arrêter contre les premières hauteurs situées plus à l'intérieur des terres. Quand le tsunami, un mur d'eau de 13 mètres, eut submergé les digues de la centrale de Fukushima Daiichi, emportant les groupes électrogènes exposés, il provoqua une panne du système de refroidissement des réacteurs et de leur combustible. La grave perte d'intégrité de la centrale conduisit alors à la projection, dans l'océan et dans l'atmosphère, d'iode 131, de césium 134 et de césium 137, qui contaminèrent les alentours, mais également, sous l'action des vents, des zones situées à de plus grandes distances. Un système progressif d'évacuation fut organisé dans le mois suivant, condamnant l'accès à des secteurs pourtant relativement épargnés par le séisme et

de l'université de Fukushima, pour citer et remercier ceux qui nous ont été d'un secours irremplaçable), cette introduction s'appuie sur les résultats de trois missions de documentation, entreprises entre octobre 2013 et octobre 2014, dans le département de Fukushima. Ces missions ont déjà suscité quelques publications : celle de Viviane Thivent, dans les pages du *Monde* du 11 mars 2015 (Thivent 2015), et un article collectif en collaboration avec Nathan Schlanger et Jean-Paul Demoule pour la revue *Antiquity* (Schlanger, Nespoulous & Demoule 2015).

Fig. 2

Après le passage du raz-de-marée, la ligne de pins qui séparait la ligne côtière des terres a été emportée. Les arbres qui restent finissent de dépérir ; la pression de l'eau exercée sur les sols et le dépôt de sel marin rendent les terres impropres à toute culture (photo L. Nespoulous, mai 2014, au sud de Minami-Sōma, zone verte).

le tsunami. Ce fut le cas de la vallée d'Iitate 飯舘, corridor montagneux qui relie la ville de Fukushima à la côte Pacifique, vers les villes de Sōma 相馬 et de Minami-Sōma 南相馬. À l'été 2011, un nouveau dispositif de réglementation de l'accès étendit la restriction, tout d'abord limitée à la seule proximité immédiate de la centrale, aux secteurs reconnus comme contaminés ; sa mise en vigueur conduisit au système actuel (en place depuis avril 2012 ; fig. 3) à trois zones (rouge, orange, verte ; cf. *infra*).

Au 7 juillet 2015, l'agence de la Sécurité nationale dénombrait 18 466 victimes (15 892 morts et 2 574 disparus) de cette catastrophe complexe, pour la plupart décédées au moment de l'impact du tsunami. Il faut par ailleurs prendre en compte dans ce bilan l'ampleur des destructions sur de très vastes territoires, qui pose un véritable défi à la planification de la reconstruction et à la gestion des populations touchées.

RESTRICTED ACCES ZONES MAP

2014/04/01

Fig. 3

Périmètre d'évacuation en 3 zones (établi d'après la carte fournie par le ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie).

Fig. 4

Fouilles préventives sur le site de Higashimachi (*Higashimachi iseki* 東町遺跡) des habitations de la période Jōmon, sous les futures maisons construites pour les populations relocalisées (photo L. Nespoulous, mai 2014, Minami-Sōma).

Fig. 5

Fouilles préventives du site de Tenkazawa A (*Tenkazawa ei iseki* 天下沢A遺跡). Afin de viabiliser les sols détruits par le tsunami, ces reliefs, qui regorgent d'installations antiques et médiévales en rapport avec la métallurgie des époques de Nara et Heian, vont être arasés et leur terre transportée là où elle sera utile à la reprise d'une vie normale derrière la ligne côtière. En arrière-plan, la centrale thermique de Haramachi, produisant l'énergie utilisée localement, (photo L. Nespoulous, mai 2014, Minami-Sōma).

Sur la ligne de front, pour le patrimoine

Une autre « victime » de toutes ces calamités, dont la perte n'est pas aussi brutalement ressentie de prime abord mais s'impose durement aux populations dans le moyen et le long terme, est celle des éléments constitutifs du patrimoine, fussent-ils de nature matérielle ou immatérielle. Ce type de destruction n'est pas à considérer séparément du drame humain qui se joue de manière particulièrement aiguë à Fukushima : le patrimoine culturel, surtout pour des communautés rurales très enracinées, n'est pas une simple « commodité » à aménager, mais il est constitué d'éléments permettant de se penser dans l'espace et le temps. Les différentes formes de biens culturels reconnues par l'appareil législatif en témoignent d'ailleurs (*cf.* Inada Takashi dans le présent numéro et *infra*). Or, le séisme et le raz-de-marée ont laissé derrière eux un sillage de destruction si grand que les capacités des autorités départementales, municipales ou strictement locales, en matière d'archéologie de sauvetage et de gestion du patrimoine, furent complètement dépassées (Okamura *et al.* 2013). Sans parler de la radioactivité qui ne simplifie évidemment pas le travail. Le seul « réconfort » : près d'un demi-siècle à répertorier les coutumes locales et les biens culturels a permis de planifier ce qui doit être prioritairement vérifié, recherché et mis à l'abri dans ces temps d'après cataclysme. On sait ainsi que le département de Fukushima abrite en son sein près de 295 « biens culturels » répertoriés (classés au titre de la réglementation nationale, départementale ou locale) endommagés ou détruits suite aux conséquences du 11 mars 2011. En l'état actuel, le coût du sauvetage de ces biens est estimé à 5,3 milliards de yens – environ 40 millions d'euros – (Tanno 2013). Or, cette estimation ne prend pas en compte les biens culturels – des centaines – qui ne bénéficient d'aucun classement, et qui portent le bilan bien au-delà (Okamura *et al.* 2013 : 260).

Sur le volet du patrimoine enfoui, le territoire de Minami-Sōma, ville de 70 000 habitants aujourd'hui désertée dans ses parties à accès restreint, est probablement le plus touché par les problématiques de l'archéologie préventive, dans la mesure où de très importants efforts et travaux y sont consentis en vue de la viabilisation des sols ou de la relocalisation des populations (Schlanger, Nespoulous & Demoule 2015 ; Thivent 2015). La carte des derniers repérages, publiée en 2012, indiquait ainsi la présence de 663 gisements archéologiques d'importance variable. Les besoins en personnel ont conduit à un système de conscription par lequel les archéologues des services publics de tout le pays sont mobilisés. À l'échelle de toute la

côte nord-est de l'Archipel, une véritable course est engagée pour déblayer les décombres, sauver ce qui peut l'être et lancer de nouveaux travaux tout en respectant le plus possible un domaine dans lequel le Japon est pionnier : celui de l'archéologie préventive.

Dans le cas de Fukushima, le défi, déjà exigeant (appliquer les routines de l'archéologie préventive dans une situation d'extrême urgence à reconstruire et à viabiliser ; fig. 4, 5), est en outre compliqué par la contamination radioactive qui limite l'accès et la gestion du patrimoine. Un exemple de site désormais inaccessible : la tombe à décors rupestres de Kiyotosaku (*Kiyotosaku sōshoku ōketsu* 清戸迫装飾横穴), à Futaba, datée de la première moitié du VII^e siècle, classée site historique national, et sa chambre funéraire peinte pratiquée à flanc de colline (fig. 6, 7, 8).

Fig. 6

Paroi peinte de la chambre funéraire de Kiyotosaku, première moitié du VII^e siècle de notre ère (photo L. Nespoulous, octobre 2013, Futaba, zone rouge).

Fig. 7

La tombe classée « site historique » de Kiyotosaku, à Futaba, est située à 3 kilomètres de la centrale de Fukushima Daiichi ; elle ne peut plus faire l'objet de la moindre maintenance et son accès est envahi par la végétation (photo L. Nespoulous, octobre 2013, zone rouge).

Fig. 8

Dans la végétation contaminée des reliefs montagneux de Futaba, en chemin vers la tombe de Kiyotosaku (photo L. Nespoulous, octobre 2013, Futaba, zone rouge).

Il est par ailleurs impossible de reprendre, dans une telle situation, des fouilles interrompues brutalement, comme sur l'amas coquillier d'Urajiri (*Urajiri kaizuka* 浦尻貝塚), daté de la période Jōmon (entre -3500 et -2000, en plein Jōmon Ancien et Jōmon Moyen) et situé en « zone verte » (fig. 9, 10), lui aussi site historique classé au niveau national². En outre, la désertification des lieux frappés par la radioactivité menace d'extinction des pans entiers du folklore local. Que faire et quelles leçons tirer de Fukushima ? La situation est inextricable, mais les acteurs locaux déterminés.

Des enjeux et de la durabilité de la transmission du passé

Après la catastrophe, le débat s'est fait vif au sujet des responsabilités de Tepco, compagnie gestionnaire de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Il n'est pas dans nos intentions d'aborder ce sujet. D'une manière générale, au-delà du problème de la radioactivité, il est relativement fréquent d'entendre dire que l'ampleur du désastre naturel du 11 mars 2011 était imprévisible : le séisme était d'une puissance sans précédent, le tsunami d'une violence inconnue jusqu'alors. L'impossibilité d'envisager la venue d'un tel cataclysme expliquerait ainsi pourquoi la côte était si densément peuplée et pourquoi Tepco n'a pas mieux protégé le flanc exposé vers le Pacifique de ses installations. Bref, personne n'aurait pu prévoir.

Pourtant, depuis aussi longtemps qu'existe l'écriture au Japon, existent également des relations d'événements en rapport avec les désastres : les typhons et leur cohorte de glissements de terrain et d'inondations, les éruptions volcaniques, les séismes et les tsunامي sont régulièrement mentionnés. À notre connaissance, la première occurrence enregistrée et vérifiée³ se trouve dans le *Nihon shoki* 日本書紀 (Annales du Japon) et a trait à un séisme dévastateur, dont l'archéologie a pu révéler les traces : le tremblement de

2. Les fouilles archéologiques, que le tsunami et la radioactivité sont venus interrompre, accompagnaient le projet de mise en valeur du site, qui était promis à devenir sous peu un parc historique.

3. Parmi les différentes sous disciplines de l'archéologie japonaise, on compte l'« archéologie des séismes » (séismoarchéologie), *jishin kōkōgaku* 地震考古学. Depuis 1988, cette dernière figure officiellement sur la liste des « spécialités » reconnues par l'Association japonaise d'archéologie (*Nihon kōkōgaku kyōkai* 日本考古学協会). Les travaux de Sangawa Akira 寒川旭 ont fait date en la matière (Sangawa 1992).

terre de l'époque de Hakuhō (*Hakuhō jishin* 白鳳地震), qui frappa en 684 (13^e année du règne de Tenmu) la côte Pacifique de Shikoku (actuel département de Kōchi) et fut suivi d'un puissant raz-de-marée. Le *Nihon shoki* est le premier recueil d'événements dûment datés, une chronique officielle commandée par la cour et rédigée par des fonctionnaires de ce qui était encore le jeune État antique japonais. Les calamités naturelles sont aussi régulièrement rapportées dans des écrits plus personnels tout au long de l'histoire du Japon (les *zuhiitsu*, « écrits au fil du pinceau », ou les *nikki*, journaux intimes). Le plus célèbre d'entre eux est sans doute le *Hōjōki* 方丈記, de Kamo no Chōmei 鴨長明⁴, qui fait une effroyable description du tremblement de terre de l'ère Bunji (*Bunji jishin* 文治地震) qui ébranla la capitale, Heian (Kyoto), en 1185. La région de Kyoto étant relativement épargnée par ce genre de catastrophe, ce tremblement de terre marqua les esprits et est mentionné dans de nombreux textes contemporains.

Le Nord-Est de l'Archipel a beau être loin du centre du Japon antique, il existe une mention qui, bien qu'unique, est suffisamment détaillée pour être évocatrice et renseigner sur un tremblement de terre qui a frappé l'actuelle région de Sendai, en 869. Cette mention provient, là encore, des annales officielles. Il s'agit cette fois-ci de la sixième et dernière des chroniques de l'époque antique (*Nihon sandai jitsuroku* 日本三代実録 [Les chroniques véridiques de trois générations au Japon] ; terminée en 901, et couvrant les règnes des trois souverains qui se succèdent de 858 à 887). Il y est relaté que, dans la province de Michinoku, le 26^e jour de la 5^e lune de la 2^e année de l'ère Jōgan (le 13 juillet 869), un séisme extrêmement violent, auquel succède un très puissant tsunami, vient dévaster la région. L'administration provinciale est alors installée dans le complexe palatial de Taga (Tagajō 多賀城), non loin au nord-est de l'actuelle ville de Sendai. Les chroniques rapportent des scènes de destruction et de panique, les cours d'eau remontent leur lit, guidant le passage à un raz-de-marée qui

4. Le *Hōjōki* est traduit en français sous le titre *Notes de ma cabane de moine*. Deux éditions existent à ce jour, du même traducteur, le R. P. Sauveur Candau : l'une de 1968, dans la collection « Connaissance de l'Orient » chez Gallimard/Unesco (publiée en poche en 1987 dans l'ouvrage *Les Heures oisives, d'Urabe Kenkō, suivi de Notes de ma cabane de moine, de Kamo no Chōmei*) ; l'autre de 2010, une réédition de cette traduction, sous le même titre, chez Le Bruit du Temps, augmentée d'une présentation signée Jacqueline Pigeot.

va terminer sa course et s'écraser au pied du relief qui accueillait l'administration provinciale, à trois kilomètres à l'intérieur des terres depuis la baie de Matsushima. Autant d'éléments qui se surimposent parfaitement à ce que la même région subit en 2011.

Le 3 février 2013, un colloque intitulé « Redonner vie à Fukushima et prendre en compte son patrimoine historique et culturel » s'est tenu au Centre culturel départemental de Fukushima (Fukushima-ken bunka sentā 福島県文化センター). Ce dernier s'ouvrait justement sur la nécessité de mieux prendre en compte les événements du passé et de leur assurer une transmission durable (Gomi 2013), le patrimoine écrit ou archéologique étant envisagé comme un vecteur privilégié à cet effet. L'archéologie préventive dans le département de Fukushima a, depuis, bien mis en lumière des traces du passage de ce tsunami de 869. Les résultats de ces quatre dernières années permettront une reconstitution dans toute son ampleur du séisme et du tsunami de 869. Mais la vérification de son importance par des recherches de terrain n'a pas attendu l'après 2011. Ainsi, lors des fouilles archéologiques du milieu des années 1980 sur le site de Taga, les rapports font mention des conséquences de l'événement, notamment en termes de reconstruction après le désastre (Maibun kyūen renraku kaigi 1996 : 89-92). Une autre étude de terrain, très complète, utilisant archéologie et sédimentologie, est publiée en 1990 dans la revue *Jishin* 地震 (Séisme). Ses résultats révèlent que le tsunami de 869 atteignait encore une hauteur comprise entre 2,5 et 3 mètres au pied de l'administration de Taga, trois kilomètres à l'intérieur des terres, indiquant un raz-de-marée dépassant cette hauteur de plusieurs mètres au moment de toucher la côte (Abe, Sugeno et Chigama 1990 : 514-516 ; 525)⁵. Certes, le cataclysme du 11 mars 2011 n'aurait pu être évité. On ne peut toutefois s'empêcher de penser que ses conséquences humaines et industrielles auraient sans doute pu être mino- rées, si l'on avait pris en compte le « passif » de la région à la lumière des textes légués par l'histoire. Fukushima pose ainsi une question importante :

5. Il est à noter que cette étude fut réalisée par des experts de l'électricien Tohoku-epco, attachés au bureau d'étude de construction de la centrale nucléaire d'Onagawa, près de Sendai. C'est sur la foi de cette étude que les protections côtières de la centrale d'Onagawa matérialisées sous la forme d'une digue de près de 9 mètres de hauteur, furent justifiées. Le 11 mars 2011, Onagawa fut donc mieux protégée que Fukushima Daiichi, dont la digue n'opposait à l'océan qu'une protection de 5 mètres de hauteur.

Fig. 9

Fouilles programmées interrompues sur l'amas coquillier d'Urajiri, 3500 à 2000 avant notre ère (Jōmon Ancien et Moyen ; photo L. Nespoulous, octobre 2014, Minami-Sōma, zone verte).

Fig. 10

Vue vers le Pacifique depuis la partie sommitale de l'amas d'Urajiri. En contrebas, un centre de dépôt des déchets et des terres contaminées (photo L. Nespoulous, octobre 2014, zone verte).

comment réparer les perturbations de la transmission des connaissances au cours du temps ? Si la documentation – officielle, personnelle, iconographique – ancienne est si riche sur les désastres qu’a connus le Japon, il reste à faire un gros travail de synthèse, de compilation et de mise à disposition de cette dernière afin qu’elle puisse être plus systématiquement prise en compte.

1995, le Grand Séisme de la région Hanshin Awaji

Ce « nouveau travail » a, en réalité, déjà commencé. Le tremblement de terre de Kobe (Grand Séisme de la région Hanshin Awaji, *Hanshin Awaji daishinsai* 阪神淡路大震災), en 1995⁶, a lui aussi suscité, en raison de l’ampleur des destructions, des réflexions tant sur l’importance de la connaissance des désastres passés, que sur la présence des populations humaines dans un tel environnement. Très peu de temps après le désastre de 1995, des entreprises méthodiques de documentation, par l’archéologie, des cataclysmes anciens ont ainsi été planifiées et ont donné lieu à un imposant travail qui fait toujours référence de nos jours : une somme de près de 900 pages (Maibun kyūen renraku kaigi & Maizō bunkazai kenkyūkai 1996), qui mettait l’archéologie préventive au service de la connaissance sur les zones frappées – et susceptibles de l’être à nouveau – par des catastrophes naturelles, répertoriées ou non. C’est sur cette lancée qu’ont été découverts, quelques années plus tard, sur l’île d’Awaji par exemple, les vestiges d’une maison détruite il y a 1 900 ans (période Yayoi) par un très violent tremblement de terre (fig. 11). En effet, les fouilles préventives du site de Shiotsubo (*Shiotsubo iseki* 塩壺遺跡 ; Hyōgoken maizō bunkazai chōsa jimusho 2002) ont permis de mettre en évidence le fait que la région et ses populations avaient déjà eu à subir de très forts séismes dans le passé. Face à cela, de façon plutôt inattendue, les communautés locales

6. Le séisme de Hanshin Awaji, qui frappe la région de Kobe le 17 janvier 1995, fait près de 5 000 morts. Le niveau de destruction de la ville (certains quartiers, comme celui de Nada, furent détruits à plus de 80 %) est tel que la population a baissé de près de 100 000 habitants, pour passer d’environ 1,5 millions d’habitants avant le séisme à 1,4 millions après (Kōbe-shi 2004). La précarité des conditions de logement temporaire s’est poursuivie au moins jusqu’en janvier 2000, et a concerné plus de 45 000 foyers.

Fig. 11

Fouilles préventives sur le site de Shiotsubo, en 1999 ; maison semi-enterrée du Yayoi, détruite par l'ouverture d'une faille dans le sol lors d'un puissant séisme il y a 1 900 ans (Hyōgo-ken maizō bunkazai chōsa jimusho 2002).

ont eu tendance à s'approprier la thématique du désastre et à construire un discours de résilience : si nos « ancêtres du Yayoi » vivant ici ont pu surmonter la situation 1 900 ans en arrière, il en ira de même pour les habitants d'aujourd'hui.

À la suite de Kobe, la période entre la fin des années 1990 et le début des années 2000 voit ainsi apparaître des synthèses, reflets d'une prise de conscience qui se généralise. Les cinq années après 1995 peuvent vraiment être considérées comme celles d'un effort de réconciliation entre deux domaines que tout pourrait sembler opposer : la protection du patrimoine et un milieu qui, par nature, est destructeur (Bunkazai hozon shūfuku gakkai 1999). Le colloque « Les biens culturels enfouis et le Grand Séisme de la région Hanshin Awaji » (*Hanshin Awaji daishinsai to maizō bunkazai* 阪神・淡路大震災と埋蔵文化財), marquant pour la question de la construction d'un nouveau rapport au patrimoine en situation de crise majeure, s'est ainsi tenu le 4 décembre 2000, sous l'égide des autorités départementales de Hyōgo (Hanshin Awaji daishinsai to maizō bunkazai 2001). Son programme permet de saisir l'intensité des efforts fournis pour penser l'avenir : point sur les biens détruits ou endommagés par le séisme, organisation de la

protection dans l'urgence du lendemain du désastre, archéologie préventive et reconstruction. Le contenu était en réalité très proche de celui du colloque organisé à Fukushima en février 2013. Dans ce contexte de l'immédiat après 1995, il fallait inventer une nouvelle archéologie préventive. Un concept émergea : celui de *fukkō chōsa* 復興調査 (fouilles pour la reconstruction), en écho à celui de *jizen chōsa* 事前調査 (fouilles préventives), mettant l'accent sur le fait que les fouilles archéologiques font parties de l'effort de reconstruction et ne viennent pas l'entraver ou le retarder (Hanshin Awaji daishinsai to maizō bunkazai 2001 ; Morioka 2011).

Au début des années 2000, le musée national d'Histoire japonaise (Kokuritsu rekishi minzoku hakubutsukan 国立歴史民俗博物館) fut à son tour l'instigateur d'un projet de recherche sur le développement du territoire et les désastres naturels au long de l'histoire japonaise, dont les résultats furent publiés en deux imposants volumes (*Nihon rekishi ni okeru saigai to kaihatsu* 日本歴史における災害と開発 ; Kokuritsu rekishi minzoku hakubutsukan 2002). Une exposition fut organisée en 2003 dans ce même musée, intitulée « Histoire documentaire des désastres naturels 1703-2003 » (*Dokumento saigaishi 1703-2003* ドキュメント災害史 1703-2003 ; Kokuritsu rekishi minzoku hakubutsukan 2003). Elle mettait particulièrement en avant trois points : la riche documentation du Japon concernant les désastres qui l'ont frappé, la récurrence de ces derniers partout dans l'Archipel et la capacité à se relever, la résilience de la société face à l'adversité. Dans un registre plus général, les médias ont aussi contribué à la sensibilisation au sujet. Ainsi, la chaîne publique NHK a organisé deux jours d'émission télévisuelle en commémoration du drame, les 16 et 17 janvier 2005, soit dix ans après le séisme de Kobe. Le programme, intitulé « Dix ans après le Grand Séisme de la région Hanshin Awaji : sensibiliser pour protéger des vies » (*Hanshin Awaji daishinsai jussūnen* : « *inochi o mamoru tame ni kyanpēn* » 阪神・淡路大震災10周年「いのちを守るためにキャンペーン」), terminait sur l'importance de transmettre les « enseignements » de Kobe, de manière à ce qu'ils puissent être utiles à l'avenir. Enfin, le musée départemental d'Archéologie de Hyōgo, à Kobe (Hyōgo-ken kōkogaku hakubutsukan 兵庫県考古学博物館), a organisé, à partir du 18 avril 2015, à l'occasion des vingt ans de la tragédie, une exposition spéciale intitulée « Séismes, éruptions volcaniques et inondations : 30 000 ans d'histoire de désastres et de reconstructions » (*Jishin, funka, kōzui. Saigai fukkō no sanmannen-shi* 地震・噴火・洪水——災害復興の三万年史).

Fukushima : les défis institutionnels et politiques de la gestion du patrimoine au Japon

Il apparaît ainsi que les réflexions en cours à Fukushima entrent dans un cadre plus large de lecture des désastres, qui a commencé à se dessiner dans la seconde moitié des années 1990 – ceci dans un pays où l'on produit, depuis quasiment les débuts de l'écriture, de la documentation concernant les désastres naturels. Dans ce processus, les institutions muséographiques jouent un rôle central de recherche et de vulgarisation.

Nous pouvons dire que l'expérience de Kobe est utile à Fukushima parce que l'archéologie préventive, dans le contexte d'extrême urgence qu'a connu cette ville du Kansai après 1995, a formé des professionnels de terrain (Okamura 1997) qui sont centraux dans les opérations actuellement en cours dans le Nord-Est de l'Archipel. Le séisme de 1995 a aussi permis de produire un discours sur la reconstruction qui intègre le patrimoine. Ceci s'avère bien utile dans le contexte de Fukushima où l'urgence et le moins bon équipement des pouvoirs publics par rapport à ceux du Kansai pourraient pousser à passer outre. La rhétorique du *fukkō chōsa*, les fouilles pour la reconstruction, inventée en quelque sorte au lendemain du séisme de 1995, joue à plein dans le contexte d'après 2011. La littérature scientifique et de vulgarisation est imposante de par sa quantité et témoigne de la qualité de la « boîte à outil », constituée dans la seconde moitié des années 1990.

Il n'en demeure pas moins perturbant de voir resurgir, à Fukushima, certaines questions déjà posées après Kobe, concernant la transmission à long terme des connaissances et des leçons sur les désastres du passé. Si ces questions sont encore une fois posées, c'est bien qu'elles n'ont pas reçu de réponses définitives. Par ailleurs, les travaux de recherche, annoncés comme indispensables en 1995, sur la documentation des désastres passés, n'ont pas connu une suite à la hauteur des premiers grands résultats de 1996 (Okamura *et al.* 2013 : 267-268). Depuis 2013, l'agence de la Culture (Bunkachō 文化庁) a consenti à un nouveau programme visant à rassembler la documentation historique sur les catastrophes naturelles qui frappent régulièrement le Japon⁷. Toutefois, comment être certain qu'une fois la

7. Le lecteur pourra d'ailleurs se reporter aux archives en ligne que la bibliothèque nationale de la Diète met à disposition concernant le désastre du 11 mars 2011. Cf. <http://kn.ndl.go.jp/node?language=ja>

situation revenue à la normale (cas du nucléaire mis à part, car il ne semble pas interpeler outre mesure les régions non contaminées) ces préoccupations ne perdent pas de leur acuité ? Comment faire pour éviter les perturbations qui surviennent, à un moment ou un autre, dans la transmission des connaissances sur ces sujets ? C'est donc la question du système de transmission le plus efficace qui se pose aux archéologues, tant du point de vue du tremblement de terre de Kobe, que de celui plus récent survenu dans le Nord-Est de l'Archipel en 2011.

Fukushima pose par ailleurs des problèmes tout à fait nouveaux. Ces derniers relèvent au moins de deux registres évidents : d'une part, les circonstances inédites dues à la contamination radioactive et l'impossibilité d'un retour des populations sur place exigent que des réponses soient apportées à une situation de déracinement sans précédent ; d'autre part, l'intensité des destructions en général, à laquelle répond une intensité équivalente investie dans l'effort de reconstruction, pose de manière très poussée la question de la valorisation du patrimoine détruit, sur le point de l'être ou découvre lors des fouilles préventives. Ces problèmes occupent légitimement le devant de la scène. Ils sont dûment intégrés dans le paradigme actuel de gestion du patrimoine au Japon et de la gouvernance en général : celui de la décentralisation des pouvoirs, de la régionalisation de problématiques qui ont longtemps été du ressort de l'État. Certes, sur le plan économique, les fouilles préventives accompagnant les travaux de reconstruction sont entièrement prises en charge par l'État. Certes, l'agence de la Culture est un organisme qui dispense sans compter ses précieuses expertises. Mais c'est bien au niveau départemental et local que les politiques de protection s'organisent et se décident. Cette tendance au fonctionnement ancré dans le local est ancienne, mais elle n'est prescrite par la loi que depuis le début des années 2000 (*cf.* la contribution d'Inada Takashi au présent numéro, ainsi qu'Inada 2008 et 2014). Elle a depuis permis aux différentes régions de l'Archipel de développer leur propre rhétorique du patrimoine. Compte tenu de l'engouement pour ce dernier chez les populations concernées, il est possible de voir dans les mesures départementales et locales encadrant les biens culturels un élément revigorant, une réponse efficace à l'atonie qui pouvait toucher certaines régions. Pourtant, outre les dérapages identitaires que cela peut produire (chauvinisme, esprit de revanche sur la culture « hégémonique » de Tokyo et de Kyoto), il faut surtout noter que cela provoque concrètement un changement d'échelle dans le traitement des enjeux

culturels. Cette réduction du cadre au niveau des départements et des localités provoque une redondance de problématiques – chacun veut *sa version* – d’une région à une autre (développement de discours particularistes, traitement des origines locales). Cela entraîne une perte de vue relative d’enjeux plus généraux, nécessitant une mise en système plus universelle. Il ne s’agit pas de dire que chaque localité est étanche aux sujets traités ailleurs : les professionnels du patrimoine au Japon communiquent beaucoup entre eux. Toutefois, l’échelon décisionnel ultime étant le plus souvent celui du département, les tentatives plus englobantes s’en trouvent mécaniquement limitées.

Le terme de *chiiki okoshi* 地域おこし est employé régulièrement au Japon, largement mis en avant par l’agence de la Culture, pour désigner cette prise en main du gouvernail par les départements, qui permet à l’État, en temps normal, de réaliser de fortes économies sur son budget. Il renvoie à l’idée de « faire région », d’« animer la région » dans le sens d’une prise de conscience d’une unité d’espace plus locale. La pertinence de l’action est donc focalisée sur l’échelle départementale ou locale. Dans le contexte actuel de Fukushima, cela se traduirait, par exemple, par une utilisation apaisante du patrimoine, une approche faite de consolation des souffrances vécues et de soutien aux efforts consentis sur place. Si une nouvelle forme d’appréhension des désastres venait à voir le jour, dans l’objectif de répondre à la fois au problème de la gestion des biens culturels extraits des zones contaminées et à la situation de déracinement des populations, sa manifestation la plus « naturelle » serait sans doute la création d’un musée. Compte tenu du contexte, il s’agirait alors probablement d’une institution qui s’emploierait à combler/pallier des manques, à faire justement du *chiiki okoshi*, à revigorer l’âme meurtrie des populations. Pourtant, viendra bien un jour où, la situation revenue à davantage de normalité, l’enjeu de transmission finira par s’atténuer... jusqu’au prochain désastre. Il est donc capital de se demander si prendre en compte la situation uniquement au niveau local suffit à faire face aux enjeux que représente plus globalement Fukushima.

De l’idée d’un musée des désastres et du caractère universel de Fukushima

La gravité de la situation à Fukushima et dans le Nord-Est de l’Archipel en général pourrait pousser légitimement à la création d’un ou de plusieurs musées de type commémoratif. Étant donné le mode de décision décentralisé

désormais prédominant, il ne serait pas étonnant de voir fleurir dans les départements – voire les localités – touchés, ce genre d’institution. À ce titre, des travaux qui se prétendent transversaux sur ces questions et qui s’avèrent en réalité résolument enserlés dans l’échelle départementale, ont déjà vu le jour. Citons ici la formation du Committee for the Multi-Organizational Co-Operative Project for Preserving and Restoring Cultural Assets Damaged by Tsunami on March 11th, 2011. Ce comité⁸ est à l’origine d’un rapport de 254 pages (Tsunami ni yori hisai... 2014), bilingue japonais-anglais, sur le déroulement des opérations de stabilisation de l’état du patrimoine dans les zones touchées par le tsunami. Intitulé *Stabilization Processing (Antei-ka shori 安定化处理)*, ce rapport, soutenu par l’agence de la Culture, la Réunion des musées japonais (Nihon hakubutsukan kyōkai 日本博物館協会) et le comité japonais du Conseil international des musées, dresse un bilan des opérations entreprises pour sauvegarder et restaurer les biens endommagés. Cette somme de contributions est fort intéressante puisqu’elle prend en compte la dimension scientifique (archéométrie, etc.), mais aussi strictement logistique (humaine) des opérations de terrain. Pourtant, la place réservée à la situation ô combien complexe – donc capitale – de Fukushima se limite à une page... tandis que celle faite au département d’Iwate est centrale. Un début d’explication est peut-être à chercher dans le fait que le comité siège dans les locaux du musée départemental d’Iwate (Iwate kenritsu hakubutsukan 岩手県立博物館), à Morioka. Chaque grand département mérite, cela va sans dire, un traitement approfondi des approches du patrimoine qui le caractérisent. En revanche, il est tout à fait clair que la loi de la gravité institutionnelle des services publics, de nos jours, ne rend pas aisée la mise en orbite de problématiques universelles, véritablement traitées comme telles et dont la transversalité dépasse largement le label dont on veut les doter pour des raisons de communication.

C’est dans ce contexte très général de réaction aux catastrophes naturelles au Japon et de décentralisation de nombreux projets que l’idée d’un « musée des désastres », défendue par Kikuchi Yoshio, professeur à l’université de Fukushima, apporte une réelle nouveauté.

8. En japonais : Tsunami ni yori hisai shita bunkazai no hozon shūfuku gijutsu no kōchiku to senmon kikan no renkei ni kansuru purojekuto jikkō iinkai 津波により被災した文化財の保存修復技術の構築と専門機関の連携に関するプロジェクト実行委員会.

Kikuchi Yoshio est protohistorien ; son domaine de recherche réside dans les problématiques de la formation de l'État dans le Japon pré-Antique (période Kofun, milieu du III^e–VII^e siècles de notre ère). Comme beaucoup d'archéologues au Japon, il a une longue expérience professionnelle de la gestion des « biens culturels enfouis » (*maizō bunkazai* 埋蔵文化財). Il a travaillé de nombreuses années pour les services archéologiques du département de Fukushima. Universitaire, ancien professionnel de l'archéologie préventive, habitant de Fukushima : Kikuchi Yoshio est particulièrement à même de saisir les enjeux complexes de la situation. Son idée de musée tente de réconcilier à la fois la dimension particulière *et* universelle des défis posés par la situation à Fukushima : d'une part, donner une scène d'exposition à un patrimoine local dévasté et, d'autre part, tenter d'établir une institution tournée vers le futur, qui centralise tout type de documentation relative aux désastres naturels (textes, témoignages archéologiques, etc.) et qui garantit la pérennité de la valeur des expériences faites depuis le 11 mars 2011. Le musée, dans l'état actuel de sa conception, comprend huit grands axes thématiques, allant de considérations strictement techniques comme celles liées au traitement des biens culturels touchés par la radioactivité, à des enjeux de transmission durable de l'expérience relative aux désastres.

L'enjeu historique des désastres naturels et de la catastrophe industrielle dépasse de loin les seules dimensions de protection et de bien culturel telles qu'on les comprend à ce jour dans le discours de résilience. Dans un cadre où le maître mot est « redonner vie à Fukushima » (*Fukushima saisei* 福島再生), il nous semble souhaitable de conférer une nouvelle vigueur aux notions de conservation et de patrimoine, qui permettrait une projection dans l'avenir et non pas seulement un ancrage dans une narration du passé. Le nouveau type de musée envisagé par Kikuchi Yoshio nous semble aller dans cette direction. En effet, son idée n'est pas de construire un musée commémoratif de plus, ni un autre centre de conservation des biens culturels. Il ambitionne de créer une institution qui organise la gestion à long terme des conséquences et de gérer les leçons du désastre complexe qu'a été le 11 mars 2011 pour le patrimoine et la société. Un désastre complexe, aux conséquences complexes et qui a par conséquent besoin d'une pluralité de grilles de lecture.

Pour un musée des désastres à Fukushima (Kikuchi Yoshio)

Le 3 mars 2013, le colloque intitulé « Redonner vie à Fukushima et prendre en compte son patrimoine historique et culturel » réunissait différents acteurs impliqués dans la sauvegarde des biens culturels sinistrés suite au séisme du 11 mars 2011 et à la catastrophe nucléaire survenue à la centrale de Fukushima Daiichi⁹. De nombreuses voix se sont élevées parmi les intervenants pour demander la création d'une institution permanente qui serait en mesure de recueillir les biens culturels menacés, abandonnés sur place après l'évacuation des populations. Je considère moi-même une telle institution indispensable. Parmi les nombreux problèmes que rencontre le département de Fukushima, le sort des biens culturels à Fukushima, depuis mars 2011¹⁰ n'est pas des moindres. Je vais m'efforcer, dans ce qui suit, de présenter une proposition concrète pour créer une institution à laquelle je me référerai par le terme de « musée des désastres ».

Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais préciser d'abord que les périmètres d'évacuation *keikai kuiki* 警戒区域 (zone interdite) et *keikakuteki hinan kuiki* 計画の避難区域 (zone d'évacuation planifiée), valables pour le premier mois après la catastrophe nucléaire et qui comprenaient deux villes,

9. Ce colloque, qui s'est tenu au Centre culturel départemental de Fukushima (Fukushima-ken bunka sentā 福島県文化センター), dans la ville de Fukushima, était organisé par le Fukushima Future Center for Regional Revitalization de l'université de Fukushima (Fukushima daigaku Utsukushima Fukushima mirai shien sentā 福島大学うつくしまふくしま未来支援センター), un centre de soutien à la reconstruction du département sinistré créé après la double catastrophe. On a pu entendre les acteurs présenter, de multiples points de vue, leurs actions de sauvetage, de préservation et de mise en valeur des biens culturels sinistrés depuis le séisme, et comprendre ainsi les problèmes que rencontre le département dans ce domaine.

10. Ce que j'appelle « bien culturel » dans ce qui suit ne se réduit pas aux biens culturels tels qu'ils sont définis par la loi de Protection des biens culturels (*Bunkazai hogo hō* 文化財保護法), mais a un sens plus large qui recouvre également le domaine de l'histoire naturelle (minéraux, végétaux, animaux). Cette expression ne se limite pas non plus aux biens classés par l'État, le département, les villes ou les communes.

six communes et trois villages¹¹, ont été redécoupés par les autorités en avril 2012 en trois nouvelles zones : *hinan shiji kaijo junbi kuiki* 避難指示解除準備区域 (zone verte, littéralement « zone où l'on se prépare à lever la consigne d'évacuation »), *kyojū seigen kuiki* 居住制限区域 (zone orange, littéralement « zone où l'habitat est soumis à des restrictions ») et *kikan konnan kuiki* 帰還困難区域 (zone rouge, littéralement « zone où le retour est "difficile" », c'est-à-dire interdit). Dans cette contribution, je me référerai à ces trois zones par le terme générique de « périmètre d'évacuation ».

Le point sur la situation actuelle des biens culturels sinistrés

Pourquoi demander la création d'une institution permanente dédiée aux biens culturels du département de Fukushima ? Le point sur la situation actuelle permettra de dégager les enjeux liés à cette question.

Les biens culturels extraits du périmètre d'évacuation

Suite au redécoupage d'avril 2012, une grande partie des territoires qui composent les communes de Namie, de Futaba, d'Ōkuma et de Tomioka, proches de la centrale nucléaire, sont devenues des zones « où l'habitat est soumis à des restrictions » et « où le retour est difficile ». Ce nouveau découpage (fig. 3) a pour critère le niveau de radioactivité : il est *possible* dans la première zone (orange), et *certain* dans la seconde (rouge), que le niveau de radioactivité dépasse 20 mSv/an. Sachant que ce niveau est largement supérieure à la limite fixée par le gouvernement japonais – qui est de 1 mSv/an –, le retour de la population sur ces territoires n'est malheureusement pas

11. Il s'agit des villes de Minami-Sōma 南相馬市 et de Tamura 田村市 ; de la commune de Kawamata du canton de Date 伊達郡川俣町, des communes de Namie 浪江町, de Futaba 双葉町, d'Ōkuma 大熊町, de Tomioka 富岡町 et de Naraha 楡葉町, du canton de Futaba 双葉郡 et des villages d'Iitate 飯館村, de Katsurao 葛尾村 et de Kawauchi 川内村 du même canton de Futaba. La consigne d'évacuation demeure appliquée à tous les habitants sans exception de Namie, Futaba, Ōkuma, Tomioka, Naraha, Iitate et Katsurao. La localité de Tamura (mars 2014) et une partie du territoire de celle de Kawauchi (octobre 2014) ont cessé d'être soumises aux restrictions et la zone contrôlée compte désormais 1 ville, 6 communes et 3 villages. En août 2015, ce sera au tour du canton de Naraha de sortir du dispositif réglementé.

envisageable avant longtemps. Par conséquent, les acteurs dans le domaine des biens culturels du département de Fukushima sont confrontés au problème de la sauvegarde d'un patrimoine sinistré et de sa transmission aux générations futures.

En 2012, le Centre de sauvetage des biens culturels sinistrés du département de Fukushima (Fukushima-ken hisai bunkazai tō kyūen honbu 福島県被災文化財等救援本部) a été créé en réunissant plusieurs acteurs, tels que le Comité éducatif du département de Fukushima (Fukushima-ken kyōiku iinkai 福島県教育委員会), les collectivités locales sinistrées, différents organismes impliqués dans la question des biens culturels du département de Fukushima et l'université de Fukushima (Fukushima daigaku 福島大学). L'agence de la Culture (Bunkachō 文化庁) et le National Institute for Cultural Heritage (Kokuritsu bunkazai kikō 国立文化財機構) apportèrent tous deux un fort soutien à ce projet réalisé dans l'urgence. Depuis, le Centre de sauvetage a entrepris des actions pour sortir du périmètre d'évacuation les biens culturels qui se trouvaient dans les institutions muséographiques des communes de Futaba, d'Ōkuma et de Tomioka (fig. 12 à 16). En mars 2014, le nombre de caisses évacuées s'élevait à environ 4 000. Ces actions se poursuivent encore aujourd'hui. Les objets ainsi évacués ont d'abord été transférés dans un premier dépôt (un lycée désaffecté) situé plus au nord, dans la ville de Sōma (fig. 17), pour y être soumis à radio-détection et classés, avant d'être transportés dans une installation provisoire, à Shirakawa 白河 cette fois, où ils sont conservés dans deux bâtiments construits à cet effet par le Comité éducatif départemental (fig. 18, 19). Cette opération a pu être réalisée grâce à la subvention « Action pour la reconstruction des musées sinistrés » (Hisai myūjiamu saikō jigyō 被災ミュージアム再興事業) de l'agence de la Culture. Les bâtiments sont situés sur le terrain de l'annexe du Centre départemental de Fukushima pour les biens culturels (Fukushima-ken bunkazai sentā Shirakawa-kan 福島県文化財センター白河館), annexe communément appelée Mahoron まほろん.

Cette solution provisoire dont on peut craindre qu'elle ne dure, se limite toutefois strictement à une fonction de réserve, sans présence humaine. Une partie de ces biens culturels est certes exposée dans l'une des salles du centre Mahoron avoisinant, mais il ne s'agit que d'une exposition temporaire.

Fig. 12

Avant de pénétrer dans la zone d'exclusion totale pour réaliser les opérations d'extraction des biens culturels menacés, des précautions s'imposent pour se prémunir contre la radioactivité : on s'équipe d'une combinaison de protection dans un bâtiment construit à cet effet dans la localité de Naraha. La combinaison pose toutefois problème car elle offre une autonomie de mouvement trop réduite pour travailler (photo Kikuchi Y., mai 2013, Naraha).

Fig. 13

Vue de Futaba lors d'une opération d'extraction. Totalement désertée par sa population, la localité a été laissée dans son état de destruction du 11 mars 2011 (photo Kikuchi Y., octobre 2013, Futaba, zone rouge).

Fig. 14

En plusieurs endroits de Futaba, des panneaux vantent les mérites de l'énergie atomique : ici, « le nucléaire : l'énergie pour un avenir lumineux » (*genshiryoku akarui mirai no enerugi* 原子力 明るい未来のエネルギー). Les slogans de ces panneaux, plantés depuis 1988, avaient été pensés par les élèves de primaire de l'époque (photo Kikuchi Y., octobre 2013, zone rouge).

Fig. 15

Dans les réserves du musée de Futaba. Tout est resté tel qu'en l'état depuis le 11 mars 2011, étagères renversées, objets éparpillés. En raison de l'atmosphère confinée du musée, la radioactivité ne dépasse pas les 0,15 microsieverts et permet donc de quitter la tenue de protection (photo L. Nespoulous, octobre 2013, zone rouge).

Fig. 16

Après un premier regroupement des objets, ceux-ci sont temporairement déposés dans une des pièces vides du musée. Afin de déterminer s'ils pourront être déplacés, ils font l'objet de mesures radiométriques : l'État japonais a fixé la limite autorisée pour les biens personnels à 13 000 cpm, mais pour les biens culturels susceptibles d'être exposés, la limite est à 1 300 cpm. Les objets répondant à ce standard sont emballés et préparés au départ (photo Kikuchi Y., mai 2013, zone rouge).

Fig. 15

Fig. 16

Fig. 17

À leur arrivée à Sōma, les objets sont pris en charge par les membres du Centre de sauvetage des biens culturels sinistrés ou par les étudiants bénévoles de l'université de Fukushima. Les objets sont alors soumis à de nouvelles mesures radiométriques et sont préparés à être envoyés au dépôt de Shirakawa (photo Kikuchi Y., octobre 2012, Sōma).

Fig. 18

Les bâtiments du dépôt de Shirakawa, au nombre de deux dans un premier temps, sont désormais au nombre de 4 ; l'atmosphère à l'intérieur de ces unités de stockage est contrôlée, ce qui permet de conserver les biens culturels dans des conditions convenables (photo Kikuchi Y., avril 2013, Shirakawa).

Fig. 19

Tout ce qui arrive à Shirakawa est photographié et enregistré. Après enregistrement, les objets sont placés dans les réserves temporaires construites à cet effet. Bien que ce stockage soit « temporaire », il n'y a pour l'instant aucun projet en vue de leur réintégration dans leur musée ; Shirakawa se trouve à 100 kilomètres de la zone d'évacuation (photo Kikuchi Y., janvier 2014, Shirakawa).

Fig. 18

Fig. 19

Les biens culturels qui sont encore dans le périmètre d'évacuation

Si la quasi totalité des collections conservées dans les institutions muséographiques des trois communes citées ci-dessus a pu être extraite du périmètre d'évacuation, aucune orientation claire n'a encore été prise quant aux biens culturels qui appartiennent aux autres collectivités locales situées en zone critique. La plupart n'ont pas même été déplacés à ce jour.

Concernant les biens culturels appartenant à des particuliers, outre que presque aucune recension n'en a été faite, peu d'actions ont été entreprises ou sont prévues. Certains propriétaires ont certes, d'eux-mêmes, apporté leurs collections dans des institutions muséographiques situées en dehors du périmètre d'évacuation, mais ils représentent une faible minorité. Cela soulève d'ailleurs un problème de sécurité car il y a, parmi ces collections particulières, des armes à feu et des sabres dont on ne maîtrise plus la localisation, et donc l'éventuelle circulation.

Par ailleurs, les collections d'histoire naturelle, dont le contenu n'entre pas dans la définition des objets concernés par la loi de Protection des biens culturels, ne bénéficient pas, à l'heure actuelle, d'une protection suffisante, à l'exception de certains documents conservés dans les musées.

Autres aspects de la situation actuelle

Dans les communes d'Ōkuma et de Naraha, ont été retrouvés des biens culturels possédant des niveaux relativement élevés de radioactivité, en raison de l'infiltration des vents et des pluies dans les bâtiments. De nombreux autres cas de contamination pourraient être découverts par la suite. À ce jour, il n'existe pas de technique qui permettrait de décontaminer ; pour l'heure, on ne peut qu'appliquer une méthode directe, à effet très limité : époussetage ou balayage. Un nettoyage à l'eau, tel qu'il est pratiqué dans les quartiers d'habitat, ou le curetage appliqué aux sols, ne sont évidemment pas des méthodes envisageables. Par conséquent, lorsqu'un objet révèle un taux de radioactivité qui dépasse la limite tolérée pour être transféré, soit 1 300 coups par minute (cpm), il n'y a pour l'instant guère d'autre choix que de le laisser sur place. De même, si l'on retrouvait parmi les biens culturels déjà évacués un objet à la radioactivité supérieure à cette norme, il faudrait le rapporter là où il se trouvait à l'intérieur du périmètre d'évacuation.

Tous les problèmes que nous venons d'évoquer concernent les biens culturels matériels (*yūkei bunkazai* 有形文化財), mais d'autres menaces, tout aussi grandes, planent sur les biens culturels folkloriques immatériels

(*mukey minzoku bunkazai* 無形民俗文化財) : les arts folkloriques, les croyances populaires, les techniques traditionnelles, pour lesquels presque aucune mesure de protection n'a été prise. Pour les arts folkloriques, dont le traitement est relativement aisé comparé aux autres catégories du patrimoine immatériel, un travail d'enregistrement, d'archivage et de conservation a certes commencé, initié par quelques groupes de recherche et des associations. Les initiatives publiques et systématiques de préservation demeurent, contexte d'urgence oblige, toutefois insuffisantes. Comme nous l'avons déjà indiqué (Kikuchi 2012), la conservation des biens culturels immatériels a cela de particulier qu'elle ne peut être mise en œuvre véritablement qu'une fois réunis 1) les personnes, 2) les choses et 3) les lieux, ceux-ci n'étant pas interchangeables. La question de la conservation et de la préservation des biens culturels immatériels soulève ainsi des problèmes que l'on pourrait dire autrement plus préoccupants que ceux qui relèvent de la sphère strictement matérielle.

Objectifs, fonctions et collections du musée des désastres

Le point sur les problèmes rencontrés

Dans le périmètre d'évacuation, ni l'électricité ni l'eau n'ont été à ce jour rétablies, et il n'y a plus aucun habitant permanent. Dans le cas extrême de la zone rouge, tout a été laissé en l'état au moment de l'évacuation (fig. 1b, 6, 13, 14, 15). Dans un tel contexte, laisser à l'abandon les biens culturels sinistrés, qu'ils appartiennent à des collectivités locales ou à des particuliers, soulève de grands problèmes, aussi bien en terme de sécurité (vol) que du point de vue de leur détérioration par l'environnement (rongeurs, humidité, oxydation, etc.). Il y a donc une impérieuse nécessité à procéder à leur évacuation vers des installations qui puissent garantir leur intégrité au quotidien.

C'est ce rôle que le Centre départemental de sauvetage des biens culturels sinistrés s'efforce de remplir, mais la poursuite de ses opérations, dont la pérennité a pourtant été garantie par les pouvoirs locaux, est aujourd'hui sérieusement compromise pour des raisons de capacité d'accueil. Qu'il s'agisse de l'entrepôt de transit de Sōma ou des bâtiments provisoires du Mahoron de Shirakawa (deux au début et désormais au nombre de quatre), les limites seront vite atteintes.

S'ajoute au problème de capacité, un grave problème de fonction. En effet, quand bien même les installations du Mahoron seraient agrandies, elles n'en demeureraient pas moins de simples dispositifs de stockage (fig. 19) ; elles n'égaleront jamais les équipements d'origine des installations en zones gagnées par la radioactivité, qui fonctionnaient à la fois comme réserves et comme lieux d'exposition et de recherche. Une telle situation, dans laquelle la mise en valeur des biens culturels s'avère insatisfaisante, voire impossible, pose des questions de fond qui touchent au sens même du système de préservation des biens culturels. Ce problème du sens et de la valeur des « actions de sauvetage » est encore plus aigu lorsqu'il s'agit d'objets contaminés, pour lesquels aucune solution n'existe encore.

Enfin, se pose le problème de l'éloignement des biens culturels par rapport aux communautés et aux localités dans lesquels ils étaient inscrits. Jusqu'alors, la conservation et la mise en valeur du patrimoine relevaient, comme partout au Japon, des collectivités locales. Les conditions sont toutes autres aujourd'hui puisque la relocalisation des biens menacés s'est faite à Shirakawa, soit à environ 100 km du périmètre d'évacuation. Il n'existait certes pas d'autre solution compte tenu des circonstances. Il n'en demeure pas moins que cette situation pose un dilemme moral, puisqu'aucune mise en valeur à destination des collectivités locales et des habitants déracinés – gardiens de l'intégrité de ce patrimoine jusqu'en 2011 – n'est à ce jour envisagée.

Objectifs

C'est pour toutes ces raisons qu'il est impératif de s'engager pour la création d'une institution permanente qui, loin d'être un simple dépôt, sera plus proche d'un musée ; d'où l'idée d'un musée des désastres.

Celui-ci aura une mission de conservation et de mise en valeur qui permettra, par une gestion la plus globale possible et avec des moyens appropriés, de stocker, de restaurer, de décontaminer et d'exposer les biens culturels du département de Fukushima, en particulier ceux des territoires sinistrés qui demeurent encore exposés au danger nucléaire.

Ce musée devra également remplir une mission d'éducation et d'information. Il sera d'une part chargé de transmettre, sur le long terme, aux générations futures, les leçons du séisme et de la catastrophe nucléaire et devra être le symbole des efforts accomplis pour s'en relever. Il devra d'autre

part diffuser au reste du monde les informations concernant la situation actuelle des zones sinistrées.

Fonctions

Voici les fonctions qui pourront être assignées au musée des désastres :

1. Conservation des biens culturels matériels dans des conditions appropriées¹².
2. Décontamination des biens culturels touchés par la radioactivité ; recherche et développement sur les méthodes de décontamination.
3. Nettoyage, réparation, restauration des biens culturels salis ou détériorés ; recherche et développement de nouvelles méthodes de traitement.
4. Mesures contre la disparition des biens culturels folkloriques immatériels et conservation par archivage.
5. Collecte, conservation et publication des documents sur le séisme du 11 mars 2011 et la catastrophe nucléaire.
6. Exposition et organisation de séminaires sur le séisme du 11 mars 2011 et la catastrophe nucléaire.
7. Centralisation et diffusion au reste du monde des informations relatives aux biens culturels sinistrés.
8. Abri d'urgence au cas où d'autres territoires seraient victimes d'un grand désastre à l'avenir : évacuation des biens culturels sinistrés et archivages des données¹³.

12. La réserve devra à la fois avoir une capacité suffisante pour contenir tous les biens culturels sinistrés, être adaptée à leurs différentes typologies et à la diversité de leurs matériaux, et pouvoir conserver à part les objets contaminés. Par conséquent, il faudra prévoir un nombre suffisant d'espaces compartimentés et offrir un environnement adapté à la nature des collections.

13. Cette fois-ci, les territoires sinistrés ont rencontré de grandes difficultés à trouver des lieux où mettre à l'abri leurs biens culturels lors des opérations de sauvetage. Si le musée des désastres peut jouer le rôle d'un abri d'urgence lors de futurs grands désastres (comme le futur séisme de M8 du Tōnankai 東南海地震, prévu dans un avenir proche au large de la péninsule d'Izu à l'embouchure de la Tenryū), cela permettra d'éviter ces difficultés et de prévenir les pertes inutiles (mises au rebut, fuites, etc.).

Collections

Voici les types de collections qui pourront faire l'objet d'une conservation, d'expositions et de recherches au musée des désastres :

1. Biens culturels matériels tels que peintures, sculptures, objets d'artisanat, livres et ouvrages, manuscrits anciens, artefacts archéologiques, documents historiques ; biens culturels folkloriques matériels et immatériels.
2. Collections d'histoire naturelle tels que spécimens d'animaux, de végétaux, d'insectes, de roches, de fossiles, etc.¹⁴.
3. Biens culturels tels qu'édifices architecturaux, monuments, paysages culturels, etc.¹⁵.
4. Biens culturels hors périmètre d'évacuation dont la préservation et la transmission sont devenues difficiles suite aux conséquences du séisme.
5. Journaux intimes, affiches, archives photographiques, audiovisuelles et sonores, publications, documents officiels, etc. relatifs au séisme du 11 mars 2011.
6. Tout bien culturel qui sera sinistré à l'avenir suite aux conséquences d'autres grands désastres.

14. Notons qu'inclure dans ces collections des spécimens vivants ne semble pas approprié aux fonctions et au rôle que l'on souhaite attribuer à ce musée étant donné l'importance des moyens supplémentaires en termes d'appareillages et d'installations que demandent leur conservation et leur exposition.

15. La conservation s'avère difficile puisque la plupart de ces biens sont immobiliers. Étant donné qu'un certain nombre d'entre eux sont situés dans des territoires difficiles d'accès pour longtemps, ils pourront être inclus dans le projet de conservation et faire l'objet d'expositions et de recherches par le biais de répliques et des technologies numériques. C'est le cas de la tombe de Kiyotosaku à Futaba (*Kiyotosaku sōshoku ōketsu* 清戸迫装飾横穴, fig. 7, 8), située à 3 km de la centrale de Fukushima Daiichi, qui présente des peintures rupestres polychromes et a été classée site historique national.

Gestion et implantation du musée des désastres

Il semble évident que le musée des désastres doit être implanté dans le département de Fukushima. Cela ne rencontrera certainement pas d'objections majeures. En revanche, concernant sa création et sa gestion, il y aura sans doute des avis divers et autant de solutions.

Considérant l'origine de la catastrophe nucléaire, l'ampleur de ses dégâts et de ses répercussions, ainsi que le rôle d'importance mondiale que devra jouer le musée, il me semble que celui-ci devrait être national ou de statut apparenté. Il pourrait certes être construit en tant qu'institution publique départementale, du département de Fukushima¹⁶, ou cantonale, du canton de Futaba, mais la responsabilité de cette opération et celle de sa gestion ne sauraient être prises en charge uniquement par le département ou le canton. Dans les faits, étant donnés les besoins en installations et en personnel, une collectivité locale ne sera certainement pas en mesure, en termes financiers ou structurels, de prendre en charge et d'entretenir une telle institution à elle seule.

Toutefois, comme la plupart des biens culturels dont aura à s'occuper le musée des désastres appartiendront soit à des collectivités locales, soit à des particuliers du département de Fukushima, même si le musée est national, sa structure devra laisser une place au département et aux collectivités locales concernées pour qu'ils puissent prendre part à son administration sous une forme ou une autre.

Pour ce qui est de l'implantation du musée des désastres, il sera peut-être difficile de trouver un site qui réponde aux vœux de chacun, car l'on sait combien les terrains disponibles sont limités. Tout en prenant en considération ces difficultés, je pense que le musée devrait être construit dans les secteurs les moins critiques du périmètre d'évacuation, ou au moins dans le voisinage de ce dernier. La proximité physique avec la centrale nucléaire permettra de transmettre les réalités et les leçons de cette double catastrophe avec une plus grande intensité. Les visiteurs pourront, quant à eux,

16. Il y existe une autre proposition, différente de la mienne, de réaliser un Centre des biens culturels du département de Fukushima, annexe d'Adachi (appellation provisoire, Fukushima-ken bunkazai sentā Adachi-kan 福島県文化財センター安達館), soutenue par le Comité éducatif du département de Fukushima depuis mars 2011, mais gelée depuis. L'idée serait d'y développer les fonctions que nous envisageons pour le musée des désastres.

ressentir plus fortement son ampleur. Cela permettra aussi de conserver, autant que faire se peut, les biens culturels dans leur localité d'origine, de rendre ainsi hommage aux populations et aux collectivités locales qui ont œuvré, jusqu'à présent, à leur bonne préservation. Le musée pourra alors devenir une institution symbolique dans la perspective du futur retour des populations sur ce territoire.

Sens et vocation du musée des désastres

Quel sens y a-t-il à construire un tel musée des désastres ? Que peut-on en attendre ? C'est sur ces questions que j'aimerais clore cette contribution.

Le musée des désastres comme lieu de conservation et d'exposition

La construction du musée des désastres permettra de résoudre l'épineux problème de la dissémination du patrimoine dans et hors du périmètre d'évacuation, et en garantira la conservation stable et durable dans un même lieu. Une préservation et une mise en valeur planifiées et diversifiées pourront être mises en place, à la hauteur de ce qui se pratiquait avant le désastre. C'est sans doute en cela que réside le sens premier d'un tel musée.

J'ai évoqué plus haut les limites de l'installation provisoire du Mahoron dont la fonction est réduite à celle d'une réserve. Le musée des désastres viendra non seulement dépasser ces limites mais, en le dotant d'une mission éducative d'une part, d'une mission de centralisation et de diffusion des informations concernant le séisme et la catastrophe nucléaire d'autre part (par le biais d'expositions ou de l'archivage des documents), nous pouvons espérer qu'il saura aussi jouer le rôle d'un musée commémoratif, appelé à transmettre à la population japonaise et au reste du monde les réalités et les leçons de cette double catastrophe. En tant que musée symbole post-Fukushima, nous pouvons escompter qu'il attirera un grand nombre de visiteurs.

Le musée des désastres comme lieu de recherche et de prévention contre les sinistres

À cause de la catastrophe nucléaire, le département de Fukushima fait malheureusement désormais partie des rares cas de forte contamination radioactive sur un territoire étendu, qui comprend aussi bien des parties urbaines que rurales. Il nous faut savoir sortir « par le haut » de cette situation, et c'est pour cela que nous souhaitons que le musée des désastres

puisse devenir un laboratoire de référence internationale dans le domaine des recherches sur les biens culturels dans leur rapport aux séismes et au nucléaire. Il pourrait ainsi développer une recherche visant à produire tout un arsenal technique de méthodes de sauvetage et de conservation des biens culturels contaminés dans toute leur diversité ; ou encore devenir pionnier des méthodes de cartographie ou de relevé par télédétection en milieu radioactif, appliquées aux terres protohistoriques et aux amas coquilliers. La promotion de ces recherches de pointe ne saurait se réaliser sans l'aide de l'État.

Par ailleurs, le musée des désastres jouerait certainement un grand rôle sur le plan de la prévention contre les sinistres à travers les enquêtes, les recherches et les stages sur les biens culturels sinistrés qui seront organisés en son sein. Par le biais d'une large diffusion aussi bien nationale qu'internationale des résultats de ses enquêtes, le musée pourrait contribuer à réduire l'ampleur des dégâts lors des prochains désastres. Ceci s'inscrit naturellement dans le prolongement d'une fonction d'accueil, de conservation et de restauration des biens culturels sinistrés d'autres territoires, victimes des grands désastres qui ne manqueront pas de survenir.

Le musée des désastres comme institution pour les populations locales

Comme on le sait, il est aujourd'hui interdit d'habiter dans les trois zones qui composent le périmètre d'évacuation. Les habitants qui ont dû évacuer vivent dans l'angoisse de ne pas savoir quand ils pourront retourner vivre sur leurs terres. Le musée des désastres se doit, dans une telle situation, d'être le garant de la protection des histoires culturelle et naturelle locales, de leur enregistrement et de leur mise à disposition pour les habitants.

En principe, cette mission devrait revenir aux collectivités locales. Mais dans les faits, ces dernières dans le département de Fukushima, en particulier celles qui ont dû évacuer leurs populations, sont débordées par les diverses tâches qu'elles doivent assurer au quotidien dans les lieux de refuge provisoires. Elles n'ont pas le temps de réfléchir à des projets, ni de les rédiger. Ainsi, les biens culturels et les informations qui seront gardés et diffusés par le musée pourront-ils être un moyen de conserver du lien entre les habitants et de maintenir leur identité territoriale. Plus tard, quand les habitants pourront revenir sur ces terres, le musée contribuera très certainement à raviver la communauté.

Cet aspect du problème est, à mon avis, actuellement très sousestimé. Or, il me semble que ce qui est justement au fondement de ces actions de préservation et de transmission des biens culturels sinistrés, c'est bien de créer du lien entre les personnes et de pouvoir être le ferment d'un enracinement et d'une identité locale.

Pour conclure

Voici donc ma vision pour ce musée des désastres. Son programme paraîtra peut-être trop ambitieux aux yeux de certains, mais sa conception correspond à deux volontés principales : celle de maintenir la qualité de préservation et de mise en valeur dont ont bénéficié les biens culturels jusqu'à présent, et celle de faire connaître au Japon et à travers le monde les réalités et les leçons de la double catastrophe.

Tout récemment, Tokyo a été élue pour accueillir les Jeux olympiques de 2020. Cela signifie qu'avant et après cet événement mondial, le Japon recevra un nombre sans précédent de visiteurs étrangers. Il est fort probable que s'accroisse l'attention internationale portée sur Fukushima, les régions sinistrées du Tōhoku et les territoires victimes de la catastrophe nucléaire. Si le musée des désastres peut être conçu en phase avec le calendrier des Jeux olympiques, il pourra jouer un grand rôle de diffusion pédagogique auprès de nombreux visiteurs nationaux et internationaux.

Ne passons pas à côté de cette occasion pour réaliser le projet de musée des désastres, qui sera pour sûr très attendu aussi bien au Japon qu'à l'étranger. Il ne faudra pas, alors, faire les choses à moitié et faire simplement bonne figure. Pour les générations futures, il ne faut pas que nous soyons en dessous de l'enjeu historique posé par les défis d'aujourd'hui. Ce serait impardonnable. Les acteurs doivent faire tout leur possible pour que l'État, les collectivités locales et les sociétés savantes réunissent leurs forces et les mettent à profit afin que la réalisation du musée des désastres soit au plus près de nos ambitions.

Traduit du japonais par Jennifer Hasae

Bibliographie

ABE Hisashi 阿部壽,

SUGENO Yoshisada 菅野喜貞 &

CHIGAMA Akira 千釜章 1990

« Sendai heiya ni okeru Jōgan jūichi nen (869 nen) Sanriku tsunami no konsekidaka no suitei » 仙台平野における貞観11年(869年)三陸津波の痕跡高の推定 (Estimation de la hauteur du tsunami survenu lors du séisme du Sanriku, la 11^e année de l'ère Jōgan - 869), *Jishin* 地震 (Séisme), 43 : 513-525.

ABE Kōichi 阿部浩一

& Fukushima daigaku Utsukushima-

Fukushima mirai shien sentā 福島大学

うつくしまふくしま未来支援センター 2013

Fukushima saisei to rekishi, bunka isan 福島再生と歴史・文化遺産 (Redonner vie à Fukushima et prendre en compte son patrimoine historique et culturel), Tokyo, Yamakawa shuppansha 山川出版社.

Bunkazai hozon shūfuku gakkai

文化財保存修復学会 1999

Bunkazai wa mamorareru no ka ? Hanshin

Awaji daishinsai no kenshō 文化財は

守られるのか?—阪神・淡路大震災の検証

(Les biens culturels peuvent-ils être protégés ? À l'épreuve du Grand séisme de la région Hanshin Awaji),

Tokyo, Kubapuro クバプロ.

GOMI Fumihiko 五味文彦 2013

« Rekishi shiryō no miryoku to katsuyō »

歴史資料の魅力と活用 (Les documents historiques : leur intérêt et leur utilité), in Abe Kōichi & Fukushima daigaku Utsukushima-Fukushima mirai shien

sentā, Fukushima saisei to rekishi, bunka isan 福島再生と歴史・文化遺産 (Redonner vie à Fukushima et prendre en compte son patrimoine historique et culturel), Tokyo, Yamakawa shuppansha : 17-47.

Hanshin Awaji daishinsai to maizō

bunkazai 阪神・淡路大震災と埋蔵文化財 2001

Shinsai o koete. Hanshin Awaji daishinsai to maizō bunkazai shinpōjiumu no kiroku 震災を超えて—阪神・淡路大震災と埋蔵文化財シンポジウムの記録 (Actes du colloque « Dépasser le désastre. Les biens culturels enfouis et le Grand Séisme de la région Hanshin Awaji »), Tokyo, Ebikku SA エビック株式会社.

Hyōgo-ken maizō bunkazai chōsa

jimusho 兵庫県埋蔵文化財調査事務所 2002

Shiotsubo iseki 塩壺遺跡 (Rapport des fouilles sur le site de Shiotsubo), Kobe, Hyōgo-ken kyōiku iinkai 兵庫県教育委員会.

INADA Takashi 稲田孝司 2008

« Lois, administrations et mouvements pour la protection des sites archéologiques au Japon », in Jean-Paul Demoule & Pierre-François Souyri (dir.) 2008, *Archéologie et Patrimoine au Japon*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : 119-132.

INADA Takashi 2014

Nihon to Furansu no iseki hogo. Kōkōgaku to hō, gyōsei, shimin undō 日本とフランスの遺跡保護—考古学と法、行政、市民運動 (La protection des sites archéologiques au Japon et en France.

L'archéologie, les lois, les institutions et la mobilisation citoyenne), Tokyo, Iwanami shoten 岩波書店.

KIKUCHI Yoshio 菊地芳朗 2012

« Fukushima-ken no genshiryoku saigai to rekishi shiryō, kōkogaku » 福島県の原子力災害と歴史資料・考古学 (La catastrophe nucléaire, les documents historiques et l'archéologie dans le département de Fukushima), *Kōkogaku kenkyū* 考古学研究 (Études archéologiques), Kōkogaku kenkyū gakkai 考古学研究学会 (Société d'études archéologiques), 59 (1) : 20-24.

KIKUCHI Yoshio 2013

« Fukushima kara no teigen. Shinsai myūjiamu no secchi ni mukete » 福島からの提言—震災ミュージアムの設置に向けて (Une proposition de Fukushima. Vers l'élaboration d'un Musée des désastres), in Abe Kōichi & Fukushima daigaku Utsukushima-Fukushima mirai shien sentā, *Fukushima saisei to rekishi, bunka isan* 福島再生と歴史・文化遺産 (Redonner vie à Fukushima et prendre en compte son patrimoine historique et culturel), Tokyo, Yamakawa shuppansha : 243-264.

Kōbe-shi 神戸市 2004

« Kōbe-shi jinkō, shinsai mae jinkō o koeru 神戸市人口、震災前人口を超える » (La population de la ville de Kobe : dépasser la population d'avant le désastre), *Kōbe-shi tōkei hōkoku Tokubetsugō* 神戸市統計報告 特別号 (Édition spéciale du Bulletin statistique municipal de Kobe), 9 novembre 2004.

Kokuritsu rekishi minzoku

hakubutsukan 国立歴史民族博物館 2002

Nihon rekishi ni okeru saigai to kaiatsu 日本歴史における災害と開発 (Désastres et développement du territoire au cours de l'histoire du Japon), 96 & 97.

Kokuritsu rekishi minzoku

hakubutsukan 2003

Dokumento saigaishi 1703-2003 ドキュメント災害史1703-2003 (Histoire documentaire des désastres 1703-2003).

Maibun kyūen renraku kaigi 埋文救援

連絡会議 & **Maizō bunkazai kenkyū-kai** 埋蔵文化財研究会 1996

Hakkutsu saretā jishin konseki

発掘された地震痕跡 (Les traces des séismes telles qu'elles apparaissent lors des fouilles archéologiques), Osaka, Maibun kyūen renraku kaigi & Maizō bunkazai kenkyū-kai.

MORIOKA Hideto 森岡秀人 2011

« Hanshin daishinsai to sono fukkō o mezashite okonawareta iseki chōsa. Jūroku nen to iu saigetsu o hete furikaeru » 阪神大震災とその復興を目指して行われた遺跡調査—16年という歳月を経て振り返る (Des fouilles archéologiques pour se relever du Grand Séisme du Hanshin. Seize ans après), *Kōkogaku kenkyū*, 58 (2) : 21-25.

**Tsunami ni yori hisai shita bunkazai
no hozon shūfuku gijutsu no kōchiku
to senmon kikan no renkei ni kansuru
purojekuto jikkō iinkai**

津波により被災した文化財の保存修復技術
の構築と専門機関の連携に関する
プロジェクト実行委員会 2014

*Stabilization Processing (Antei-ka shori
安定化处理)*, Committee for the Multi-
Organizational Co-Operative Project for
Preserving and Restoring Cultural Assets
Damaged by Tsunami on March 11th
(津波により被災した文化財の保存修復技術
の構築と専門機関の連携に関する
プロジェクト実行委員会).

OKADA Ken 岡田健 et al. 2013,

*Katarō ! Bunkazai resukyū. Hisai bunkazai
tō kyūen iinkai kōkai tōronkai hōkokusho*
語ろう！文化財レスキュー—被災文化財等
救援委員会公開討論会報告書
(Parlons-en ! Le sauvetage des biens
culturels. Rapport du débat organisé
par la Commission de sauvetage des
biens culturels sinistrés), Tōhoku chihō
taiheiyō oki jishin hisai bunkazai tō
kyūen iinkai jimukyoku
東北地方太平洋沖地震被災文化財等救援
委員会事務局 (Bureau de la Commission
de sauvetage des biens culturels
sinistrés par le séisme de la côte
Pacifique de l'Est du Japon).

OKAMURA Katsuyuki 岡村勝行 1997

« Shinsai-go no maizō bunkazai no
chōsa » 震災後の埋蔵文化財の調査
(Fouilles et biens culturels enfouis au
lendemain du séisme), *Asu e no bunkazai*
明日への文化財 (Les Biens culturels pour
demain), 39 : 19-34.

**OKAMURA Katsuyuki,
FUJISAWA Atsushi, KONDO Yasuhisa,
FUJIMOTO Yu, UOZU Tomokatsu,
OGAWA Yumiko, KANER Simon
& MIZOGUCHI Koji 2013**

« The Great East Japan Earthquake
and Cultural Heritage: Towards an
Archaeology of Disaster »,
Antiquity, 87 : 258-69.

SANGAWA Akira 寒川旭 1992

*Jishin kōkōgaku. Iseki ga kataru jishin no
rekishi* 地震考古学—遺跡が語る地震の歴史
(L'archéologie des séismes. L'histoire
des séismes racontée par les sites
archéologiques), Tokyo, Chūōkōron-sha
中央公論社.

**SCHLANGER Nathan,
NESPOULOUS Laurent
& DEMOULE Jean-Paul 2015**

« Year 4 at Fukushima. A "Disaster-led"
Archaeology of the Contemporary
Future », *Antiquity* (à paraître).

TANNO Takaaki 丹野隆明 2013

« Fukushima-ken ni okeru hisai bunkazai
tō kyūen katsudō no keii to kadai »
福島県における被災文化財等救援活動の
経緯と課題 (À la rescousse des biens
culturels sinistrés : ce qui a été accompli
et ce qui reste à faire), in Abe Kōichi
& Fukushima daigaku Utsukushima-
Fukushima mirai shien sentā, *Fukushima
saisei to rekishi, bunka isan*
福島再生と歴史・文化遺産 (Redonner vie
à Fukushima et prendre en compte son
patrimoine historique et culturel), Tokyo,
Yamakawa shuppansha : 51-70.

THIVENT Vivianne 2015

« Fukushima, hautement
archéologique », *Cahier du « Monde »*,
21 818, 11 mars 2015 : 3.